

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 66 - VENDREDI 9 AVRIL 2010

Débattre avec Europe-Ecologie

Europe-Ecologie met en pratique la participation de personnalités et de militant-e-s issu-e-s de la société civile à des échéances électorales et à des politiques régionales. Cette démarche nous est familière : nous l'avons, par exemple, expérimentée dès 2003 en participant à Alternative citoyenne en Ile-de-France.

Nous espérons et nous verrons dans les prochains mois si le souci d'efficacité immédiate dans les conseils régionaux permettra d'authentiques ruptures avec les politiques libérales et des avancées sociales et écologiques. Mais nous savons que l'action des élus peut s'ensabler si elle ne s'appuie pas sur des mobilisations populaires.

C'est pourquoi la réinvention des rapports entre mouvement social, citoyens et politique institutionnelle nous paraît être un enjeu primordial et c'est pourquoi, face à la crise de la représentation politique, nous parlons de révolution démocratique. C'est sur ce terrain-là notamment que nous interrogeons aussi bien le Front de gauche – sur sa nature et sur ses formes – que le NPA et Europe-Ecologie.

Oui, le dialogue entre les différents espaces de la gauche est nécessaire. Nous disons donc banco à la création d'espaces de confrontation d'idées et de pratiques, étant entendu que dialoguer n'est pas rallier et que notre « goût des autres » met à profit l'identité de chacun, valorise l'altérité tout en cherchant le métissage.

La création d'un tel espace est d'autant plus souhaitable que les différences de points de vue sont importantes : l'écologie peut-elle être « le » projet politique de la gauche et l'écologie politique est-elle le « nouveau visage » de la gauche ? Quel rapport au libéralisme et au capitalisme (car pour nous, il n'est pas secondaire qu'Europe-Ecologie soit un espace commun entre des défenseurs et des opposants aux politiques de l'Union européenne) ? Et si certains disent que l'on peut être écologiste radical sans être anticapitaliste, peut-on transformer la société sans dépasser le capitalisme ? Le capitalisme vert est-il notre horizon ou notre visée est-elle post-capitaliste ?

Nous mettrons dans ces débats l'accent sur ce que nous partageons, par exemple le combat pour la reconnaissance et la préservation des biens communs. Elargir leurs périmètres, les débrancher de la Bourse jusqu'à les sortir de la sphère marchande, développer les espaces de gratuité, développer et démocratiser les services publics... voilà une formidable entreprise de transformation de l'économie et des rapports sociaux. Et voilà qui tourne le dos à nombre de dispositions à la mode du capitalisme vert, dont l'objectif est d'abord de rémunérer les actionnaires sur les nouveaux marchés de l'environnement.

Nous posons la question de l'égalité de l'accès aux biens communs, tout en faisant nôtre l'idée portée par les écologistes qu'il est indispensable de revisiter en profondeur la notion de « besoins » : c'est nécessaire pour rompre avec les immenses gâchis qui contribuent à épuiser la planète – en ce sens-là, précis, d'accord pour la sobriété ! Cependant, notre visée d'émancipation nous conduit à souligner que la subversion de la notion de besoin ne doit pas aboutir à la négation des enjeux du développement humain. Cela veut dire envisager démocratiquement quelles productions de biens et de services doivent décroître et lesquelles doivent, au contraire, croître.

André Gortz écrivait en 1974 : « (...) il faut d'emblée poser la question franchement : que voulons-nous ? Un capitalisme qui s'accommode des contraintes écologiques ou une révolution économique, sociale et culturelle qui abolit les contraintes du capitalisme et, par là même, instaure un nouveau rapport des hommes à la collectivité, à leur environnement et à la nature ? » (1). Ces mots ne sont-ils pas d'une actualité brûlante ? ● GILLES ALFONSI

(1) *Leur écologie et la nôtre*, André Gortz, 1974, texte repris dans *Le Monde Diplomatique*, avril 2010.

LE MERLE MOQUEUR

Sarkozy s'attaque à la rumeur :
« Casse-toi, pauvre conne ! »

AGENDA MILITANT

9-10 avril

Paris [Sommet des peuples](#)

10 avril

Bretagne [Coordination des comités de la FASE](#)

12 avril

Paris [Guerres et métissages dans le nationalisme...](#)

16 avril

Paris [« Moi » singulier et mouvement collectif](#)

17 avril

France [Journée internationale des luttes paysannes](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

PCF

→ [Nouveau départ – Suite](#)

NPA

→ [Nouveau départ – Construire des confluences écologiques et sociales](#)

À LIRE

→ [Alternative au capitalisme](#)

Faire front pour ouvrir l'espoir à gauche

Les élections régionales marquent l'ouverture d'une crise politique et démocratique profonde.

La désaffection sans précédent des citoyens souligne la nécessité d'une révolution démocratique, de nouvelles formes politiques, d'un dépassement de l'actuelle crise du rapport représentés – représentants.

Dans le même temps, le verdict de ce scrutin est sans appel : c'est une claque pour la politique du gouvernement et de Sarkozy. Avec 36 %, le score le plus bas pour la droite sous la Ve République, le Sarko-populisme a perdu de sa superbe et de sa légitimité. Sa politique antisociale brutale, ses discours démagogiques, alors que les difficultés de la vie quotidienne se sont fortement aggravées depuis la crise financière, nourrissent le dégoût et l'abstention massive, et renforcent le vote pour le Front National.

Le pouvoir perd en légitimité au moment où il s'apprête à appliquer, comme dans le reste de l'Europe, les recettes d'austérité visant à faire payer la crise aux plus défavorisés. Les combats sociaux, politiques et citoyens sont donc devant nous.

La gauche de transformation sociale devra non seulement soutenir et renforcer les luttes en cours, mais construire également, avec le plus large éventail de forces sociales et politiques possibles, les réponses à la hauteur des changements nécessaires pour faire face à la crise économique, sociale, environnementale et démocratique.

Mais pour éviter les désillusions du passé, les renoncements aux conséquences terribles pour le mouvement ouvrier, cette nouvelle gauche doit devenir une force et une alternative incontournable.

Elle doit convaincre que pour sortir de la crise, il est possible de tracer une autre voie que celle suivie aujourd'hui par des gouvernements de gauche en Grèce, au Portugal, en Espagne, enfermés dans les dogmes du libéralisme économique et des traités européens.

Elle doit convaincre que l'impératif écologique, essentiel à tout projet d'émancipation, commande d'assumer les ruptures avec l'ordre libéral, ne peut ignorer la crise capitaliste et suppose de réfuter les illusions du capitalisme vert.

Il est urgent de mettre en débat et de faire vivre cette alternative à gauche, engageant une politique de rupture avec le libéralisme et le productivisme, développant une politique de transformation sociale, écologique et démocratique. Une telle dynamique ne pourra se créer qu'avec les citoyens et les acteurs des mouvements de résistance, élaborant les solutions correspondant à leurs attentes.

Ces exigences doivent être portées par un rassemblement politique crédible, durable, où puissent converger toutes celles et tous ceux qui luttent pour l'émancipation. Pour cela « l'autre gauche » doit continuer à construire son unité, son rassemblement, et dépasser les logiques isolationnistes.

Si l'unité et la dynamique d'appropriation citoyenne sont loin

d'avoir suffisamment progressé lors de ces élections régionales, si l'unité n'a pas été complète, il y a cependant des points d'appui pour l'avenir.

Le Front de gauche, constitué aux européennes, s'est allié à d'autres composantes dans les listes « Ensemble pour des régions à gauche, solidaires, écologistes, et citoyennes » lors de ces régionales, et l'union s'est faite encore plus largement jusqu'au NPA dans certaines régions.

Quand l'unité était au rendez-vous, des dynamiques ont commencé à s'engager dans les urnes mais aussi sur le terrain de l'action collective ; des solidarités et des fraternités militantes sont nées ; l'élaboration de programmes alternatifs a progressé. Le Limousin en a été une expérience emblématique.

Mais des logiques partidaires ont freiné le rassemblement. Des forces unitaires ont été laissées sur le chemin, et le trop faible renouvellement des pratiques politiques n'a pas permis un plein engagement des secteurs du mouvement social.

L'urgence est maintenant d'ouvrir les fenêtres d'un rassemblement à l'ensemble des forces politiques, syndicales, associatives et citoyennes de la gauche de transformation sociale. Leur implication est indispensable à la levée d'une dynamique et à une construction politique nouvelles.

Cette union est attendue par toutes celles et ceux qui veulent résister et reprendre l'offensive contre le néolibéralisme ; qui veulent mener la bataille contre le Front National.

Nous nous associerons à toute démarche allant dans ce sens.

Il faut reprendre l'initiative tous ensemble, construire des convergences collectives à la base pour créer une dynamique de rassemblement.

Nous sommes favorables à toute initiative, au niveau local, départemental, régional, s'appuyant sur les expériences unitaires en cours, aboutissant à des assises nationales d'un front ouvert à toute la gauche de transformation sociale, pour un travail d'élaboration et d'action politique en commun, dans les luttes sociales comme dans les prochaines échéances électorales.

NOUS EN SERONS !

Gilles Alfonsi (Association des Communistes unitaires/FASE), Clémentine Autain (Fédération pour une alternative sociale et écologique), Jean-Jacques Boislaroussie (Les Alternatifs), Patrick Braouezec (Association des communistes unitaires/FASE), Leila Chaïbi (L'Appel et la Pioche/NPA), Yann Cochin (Convergences et alternative/NPA), Pierre Cours Salies (Fédération pour une alternative sociale et écologique), Rachel Lafontaine (Les Alternatifs), Sylvie Larue (Association des communistes unitaires/FASE), Laurent Levy (Fédération pour une alternative sociale et écologique), Henri Mermé (Les Alternatifs), Roland Merieux (Les Alternatifs), Gilles Monsillon (Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique), Danielle Obono (Convergences et alternative/NPA), Pierre Zarka (Association des communistes unitaires/FASE).

COCKTAIL

Retraite. Un appel intitulé « *Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites* » vient d'être lancé. Il s'agit de « *contribuer à une vaste mobilisation citoyenne (réunions publiques, appels locaux...)* » face à la réforme annoncée par Nicolas Sarkozy. Pour en prendre connaissance et le signer : <http://petition.exigences-citoyennes-retraites.net>

Théodule. Jean-Luc Mélenchon, dans un billet daté du 30 mars, dénonce ceux qui « *la mine sucrée, tels cheffillons de groupuscules qui n'ont pas fait une minute de campagne et qui de leur vie n'ont jamais été élus et n'ont dirigé une campagne électorale, pontifient en disant que "la dynamique n'a pas été là". Surtout quand leur précieuse personne n'était pas sur la liste ! Et davantage encore si ceux-là critiquent depuis le premier jour le Front de gauche auquel ils n'ont jamais cru ni donné le moindre coup de main. Pour ma part, je m'en tiens à la question suivante : quoi à part le Front de gauche ? L'ambiance mortifère des comités Théodule. Bon appétit !* » Plus intéressant, il appelle cependant à « *reformater le Front de gauche* », à « *élargir sa base d'action, en accueillant les organisations et réseaux qui ont fait ensemble cette dernière campagne* » (seulement ?) et à « *permettre à tout un chacun d'y adhérer* ».

Convergences. Lors de leur coordination des 3 et 4 avril, les Alternatifs ont tiré les leçons des régionales. Ils proposent maintenant « *aux partenaires proches que sont les communistes unitaires, les unitaires du NPA, la FASE et les écologistes radicaux, des initiatives et démarches communes permettant d'approfondir les convergences entre nos mouvements et courants* » et d'organiser des « *rencontres d'automne communes sur un projet de transformation sociale et écologiste, ainsi que la constitution de la Gauche Alternative en nouvelle force politique, dans une démarche citoyenne* ». Ils évoquent aussi la dynamique unitaire souhaitable avec le Front de gauche et le NPA. Du 9 au 12 juillet, l'Université d'été des Alternatifs portera sur le thème de l'héritage post-colonial, no-

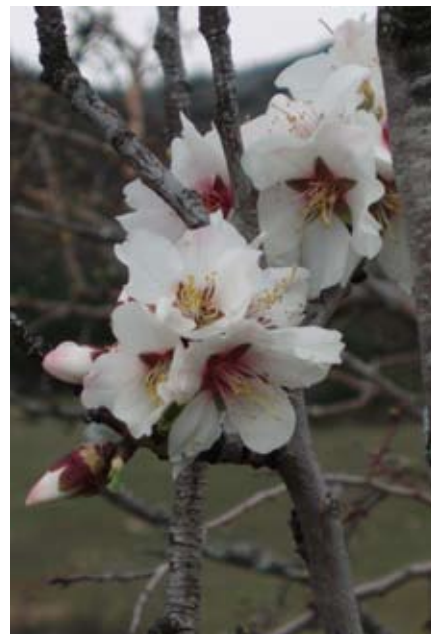
tamment sur les rapports Nord-Sud, les solidarités à développer dans et avec les quartiers populaires, la lutte contre les discriminations, la construction de l'unité des opprimé-e-s et exploité-e-s.

André Gérin et les « cercueils ambulants ». Dans une lettre au premier ministre, André Gérin s'offusque que l'Assemblée nationale s'appête à examiner le 11 mai prochain un projet de résolution – et non une loi – sur le voile intégral, projet qui sera présenté par l'UMP. Il stigmatise le mépris pour « *le travail exceptionnel accompli avec l'ensemble de la représentation politique de l'Assemblée nationale, qui composait la mission d'information du 8 juillet 2009 au 26 janvier 2010* ». Il en profite pour rappeler qu'il est favorable à une loi d'interdiction, dont le « *champ d'application doit concerner l'ensemble de l'espace public, visant à interdire le visage couvert pour des raisons d'ordre public et de respect d'autrui* » car « *C'est par le visage que se manifestent notre humanité, notre manière et notre art de vivre, d'être, l'expression de l'identité de la personne et de la féminité* ». Prenant soin de défendre la « *compréhension* » vis-à-vis de « *l'immense majorité des musulmans, qui aspire à vivre paisiblement en France* », il reprend son image morbide des « *femmes enfermées dans des cercueils ambulants* » et dénonce la « *logique antirépublicaine et anti-France* ». André Gérin scandalisé que l'UMP récupère ses travaux, et souhaitant des réponses plus « osées » que le gouvernement ? Qu'avons-nous dit depuis des mois ? Sur ce sujet, lire le point de vue de la LDH (www.ldh-france.org).

Gérin et l'« anti-France ». L'anti-France est un néologisme politique et une expression utilisée par l'extrême droite de l'échiquier politique français. Sous le régime de Vichy, l'expression « *les forces de l'anti-France* » permettait de faire la synthèse de l'anticommunisme, de l'antisémitisme, de l'antimaçonnisme et de la xénophobie en caractérisant communistes, juifs, francs-maçons ou étrangers d'ennemis

de l'intérieur, c'est-à-dire comme des éléments qui ne seraient pas solidaires de la communauté nationale (extrait de wikipedia : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Anti-France>). André Gérin met les pieds n'importe où.

Nomination. Christian Lambert, ex-patron du Raid (l'unité d'élite de la police nationale), vient d'être nommé préfet de la Seine-Saint-Denis, en remplacement de Nacer Meddah, premier préfet francilien issu de l'immigration arrivé en janvier 2009. Mais que fait la police ?



Toutes les cerises ne seront pas mûres cette semaine, donc pas de « gâteau », mais la semaine prochaine, c'est promis ! contact.cerises@gmail.com.

Cerises est édité par les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com
 Noyau : Gilles Alfonsi
 Queues de Cerises : Philippe Stierlin,
 Roger Martelli, Catherine Tricot,
 Arnaud Viviant.